

RAPPORT 2019 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE – MAURITANIE

Résumé analytique

La Constitution définit la Mauritanie comme une république islamique et précise que l'islam est la seule religion de l'État et de ses citoyens. Seuls les musulmans peuvent être citoyens du pays. Le 29 juillet, Mohamed Cheikh Ould Mohamed Ould Mkheytir, blogueur placé en détention administrative par le gouvernement après avoir été condamné à mort pour apostasie en 2014, a été relâché et a quitté le pays ; en fin d'année, il était en France, où il a obtenu un domicile temporaire dans l'attente d'une décision concernant sa demande d'asile. Le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel a continué de collaborer avec des groupes religieux musulmans indépendants et des partenaires étrangers pour lutter contre l'extrémisme, la radicalisation et le terrorisme, principalement par le biais de divers ateliers dans l'ensemble du pays. Le 26 septembre, le cheikh Mohamed El Hassan Ould Dedew, dirigeant spirituel de Tewassoul, plus grand parti politique islamiste, a rencontré le nouveau ministre des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel ; d'aucuns ont affirmé que cette réunion pourrait signifier la réouverture éventuelle du centre de formation religieuse administré par Dedew, fermé par les autorités en 2018.

En décembre, une communauté protestante internationale, qui a tenu pendant des années des offices sur des terres appartenant à l'Église catholique, a commencé à le faire dans une église autonome récemment consacrée à Nouakchott.

Des responsables de l'ambassade des États-Unis ont, à plusieurs reprises, soulevé les questions de la liberté de religion, notamment l'apostasie et le blasphème, auprès des autorités, que l'ambassadeur a instamment invitées à relâcher le blogueur Mkheytir. Des représentants de l'ambassade, dont l'ambassadeur, ont débattu de la tolérance religieuse avec des hauts responsables publics, tels que l'ancien et le nouveau ministres des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel. L'ambassadeur et des responsables de l'ambassade ont également organisé deux iftars, au cours desquels ils se sont entretenus de la tolérance religieuse avec des responsables du gouvernement et des dirigeants religieux et de la société civile. L'ambassadeur et d'autres membres du personnel de l'ambassade ont également rencontré de hauts dirigeants du parti Tewassoul pour s'entretenir de questions politiques et sociales, notamment la liberté de religion.

Section I. Démographie religieuse

Selon les estimations du gouvernement des États-Unis, la population totale s'élève à 3,9 millions d'habitants (estimations de mi-2019). Selon des sources officielles, les musulmans sunnites représentent environ 99 % de la population. Cependant, des estimations officielles indiquent que les musulmans chiïtes représentent 1 % de la population et les non-musulmans, principalement des chrétiens et un petit nombre de Juifs, un autre pour cent. Les non-musulmans sont quasiment tous des étrangers.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique

La Constitution définit la Mauritanie comme une république islamique et précise que l'islam est la seule religion de l'État et de ses citoyens. Seuls les musulmans peuvent être citoyens du pays. Les personnes qui se convertissent à d'autres religions que l'islam perdent la nationalité mauritanienne. Le droit et les procédures juridiques du pays proviennent d'une combinaison du droit civil français et de la charia, loi religieuse. Le pouvoir judiciaire est composé d'un seul système de tribunaux qui repose sur une combinaison de la charia et de principes juridiques laïques.

L'apostasie est interdite par la loi. Bien que l'Assemblée nationale ait amendé le Code pénal en avril 2018 pour exiger la peine de mort pour tout musulman jugé coupable d'apostasie, le gouvernement ne l'a pas appliquée pour cette infraction.

Le Code pénal dans sa version amendée considère également le blasphème comme un crime passible de la peine capitale. Les amendements éliminent la possibilité pour les tribunaux de prendre en compte le repentir d'une personne comme circonstance atténuante lorsqu'il s'agit de déterminer la sanction adéquate en cas de délits de blasphème et d'apostasie.

La sanction prévue par le Code pénal pour les célibataires des deux sexes pris en flagrant délit de rapport sexuel est de 100 coups de fouet et jusqu'à un an de prison. La peine prévue pour les personnes mariées reconnues coupables d'adultère est la lapidation à mort, bien que la dernière fois que cela se soit produit remonte à plus de 30 ans. Cette peine est également prévue par le Code pénal pour les hommes reconnus coupables d'activité homosexuelle consensuelle. Ces sanctions ne s'appliquent qu'aux musulmans.

Le gouvernement n'exige pas l'enregistrement des groupes religieux islamiques auprès des autorités, mais toutes les organisations non gouvernementales (ONG), y compris celles ayant des activités humanitaires et de développement qui sont affiliées à des groupes religieux, doivent s'enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur. Les ONG confessionnelles doivent s'engager à s'abstenir de faire du prosélytisme ou de promouvoir de quelque manière que ce soit une religion autre que l'islam. La loi requiert que toutes les réunions de groupe, y compris les réunions religieuses non musulmanes et celles qui sont organisées dans des domiciles privés, soient approuvées au préalable par le ministère de l'Intérieur.

En vertu de la loi, le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel est chargé de promulguer et de diffuser les fatwas, de lutter contre « l'extrémisme », de promouvoir la recherche dans les disciplines islamiques, d'organiser les pèlerinages du hajj et de l'oumra et de superviser les mosquées. Le gouvernement nomme également le Haut Conseil de la fatwa et des recours gracieux, qui conseille le gouvernement sur la conformité de la législation aux préceptes de l'islam, seule autorité de régulation du lancement des fatwas et de résolution des différends connexes entre les citoyens et entre ces derniers et les organismes publics.

En vertu de la loi, les membres du Conseil constitutionnel et du Conseil supérieur de la magistrature doivent prêter serment avant de prendre leurs fonctions, notamment en s'engageant devant Dieu à faire appliquer les lois du pays conformément aux préceptes de l'islam.

Les écoles publiques et les lycées privés, mais pas les écoles internationales, sont tenus de dispenser quatre heures de cours sur l'islam par semaine. L'instruction religieuse en arabe est obligatoire pour les candidats au baccalauréat.

La Mauritanie est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Pratiques gouvernementales

Le 29 juillet, le gouvernement a remis en liberté le blogueur Mohamed Cheikh Ould Mohamed Ould Mkheytir, lui permettant de quitter le pays. Après s'être d'abord arrêté au Sénégal, il s'est, le 3 août, installé en France, où sa demande d'asile permanent était en attente d'une décision par les autorités françaises. Un tribunal avait condamné Mkheytir à mort en 2014 pour apostasie après que ses déclarations publiées sur les médias sociaux, dans lesquelles il critiquait l'utilisation de préceptes religieux pour justifier la discrimination et l'esclavage

héréditaire, soient jugées comme critiquant le prophète Mahomet. Il a été placé en détention administrative, malgré une décision en 2017 par une cour d'appel réduisant sa peine à deux ans de prison et ordonnant sa remise en liberté. Les autorités, arguant d'inquiétudes quant à sa sécurité, ont continué à le maintenir en détention administrative. Le 9 juillet, le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel a réuni plusieurs dizaines d'éminents imams pour discuter de cette affaire avec le président de l'époque, Mohamed Ould Abdel Aziz. Les imams sont convenus que Mkheytir devrait être remis en liberté à la condition qu'il se repentisse publiquement à la télévision nationale, ce qu'il a fait le 11 juillet.

En décembre 2018, l'Assemblée nationale a rejeté une seconde fois une loi criminalisant les violences fondées sur le genre comme étant « non conformes » aux préceptes de l'islam. Le 11 décembre, une commission interministérielle menée par le ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille et comprenant également le ministère de la Justice et celui des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel s'est réunie pour la première fois pour discuter de stratégies permettant de rendre le projet de loi plus compatible avec les principes de la charia pour le soumettre à l'examen de l'Assemblée nationale en 2020.

Selon les médias, les relations entre le gouvernement et les dirigeants du mouvement islamiste dans le pays se sont améliorées au cours de l'année, surtout à la suite de l'élection le 22 juin du président Mohamed Cheikh El-Ghazouani. Le 26 septembre, le cheikh Mohamed El Hassan Ould Dedew, dirigeant spirituel de Tewassoul, plus grand parti islamiste, a rencontré le nouveau ministre des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel ; d'aucuns ont affirmé que cette réunion pourrait signifier la réouverture éventuelle du centre de formation religieuse administré par Dedew, fermé par les autorités en 2018.

Plusieurs ONG internationales chrétiennes ont indiqué qu'elles continuaient à fonctionner sans entrave dans le pays. Le nouveau gouvernement a commencé le processus de rédaction d'une législation pour faciliter l'enregistrement des ONG.

Le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel a continué de collaborer avec des groupes religieux islamiques indépendants et d'autres partenaires étrangers pour lutter contre l'extrémisme, la radicalisation et le terrorisme. Le 3 mai, le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel, en collaboration avec l'Association des oulémas de Mauritanie, a organisé et supervisé une séance de formation à l'intention de 40 imams sur les dangers des discours de haine et de l'extrémisme.

S'il n'existait toujours pas d'interdiction juridique particulière contre le prosélytisme des non-musulmans, le gouvernement interdisait cependant une telle activité en appliquant une interprétation large de la Constitution, qui déclare que l'islam est la religion de l'État et de sa population. Toute expression religieuse publique autre que musulmane restait interdite.

Les églises agréées pouvaient mener des offices dans leurs locaux, mais le prosélytisme leur était interdit. Les autorités ont limité à titre officieux les services religieux non musulmans aux quelques seules églises chrétiennes reconnues du pays. Il existait des églises catholiques et d'autres confessions chrétiennes à Nouakchott, Kaédi, Atar, Nouadhibou et Rosso. Les Mauritaniens n'avaient pas le droit d'assister à des offices religieux non musulmans, qui étaient réservés uniquement aux étrangers. Le 22 décembre, des responsables publics ont participé à un office à l'église catholique de Nouakchott au cours duquel il a été rendu hommage au consul général honoraire du nonce apostolique pour ses services.

La possession de documents religieux non musulmans demeurait légale, bien que le gouvernement ait continué d'en interdire l'impression et la distribution. Ce dernier maintenait une chaîne de télévision et une station de radio coraniques qui diffusaient régulièrement des émissions sur les thèmes de la modération dans l'islam.

Le gouvernement a continué de fournir un financement aux mosquées et aux écoles et universités coraniques qu'il contrôlait. Le gouvernement versait un salaire mensuel de 5 000 ouguiyas (140 dollars des États-Unis) aux 200 imams qui avaient réussi un examen administré par un groupe d'imams et de dirigeants de mosquées et d'écoles coraniques financé par le gouvernement. Il payait également des salaires mensuels allant de 2 500 à 10 000 ouguiyas (68 à 270 dollars É.-U.) à 30 membres de l'Union nationale des imams de Mauritanie, entité établie pour régler les rapports entre la communauté religieuse et le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel.

Les cours d'enseignement islamique ont continué de faire partie du cursus scolaire sans être obligatoires ni nécessaires pour l'obtention du diplôme. Les résultats scolaires n'étaient pas très importants au niveau des examens nationaux pour la suite des études. De nombreux élèves n'auraient pas assisté à ces cours pour différentes raisons ethnolinguistiques, religieuses et personnelles. Le ministère de l'Éducation nationale et le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel ont continué de réaffirmer l'importance du programme d'éducation

islamique dans le secondaire comme moyen d'encourager la culture musulmane et de lutter contre l'extrémisme religieux.

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

Au cours de l'Aïd al-Adha, l'imam de la grande mosquée de Nouakchott, Ahmedou Ould Lemrabott Ould Habibou Rahmane, a renouvelé ses mises en garde contre l'influence grandissante de l'islam chiïte dans le pays. Il a également déclaré, pour la quatrième année de suite, que les autorités publiques devraient rompre les liens avec l'Iran de manière à arrêter la propagation de l'islam chiïte soutenu par Téhéran.

En décembre, une communauté protestante internationale, qui a tenu pendant des années des offices sur des terres appartenant à l'Église catholique, a commencé à faire dans une église autonome récemment consacrée à Nouakchott.

Section IV. Politique et engagement du gouvernement des États-Unis

Des représentants de l'ambassade, dont l'ambassadeur, ont débattu de la tolérance religieuse avec des hauts responsables publics, tels que des responsables du ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel. Des responsables de l'ambassade ont, à plusieurs reprises, soulevé les questions de la liberté de religion auprès des autorités, que l'ambassadeur a instamment invitées à relâcher le blogueur Mkheytir. Des parents de ce dernier et son équipe de juristes ont noté l'importance de l'engagement des États-Unis pour assurer sa santé et sa sécurité pendant sa détention et pour lui avoir permis de retrouver enfin la liberté.

Par ailleurs, l'ambassadeur a rencontré régulièrement des dirigeants religieux pour s'entretenir avec eux de questions liées à la tolérance religieuse. Pendant le ramadan, l'ambassadeur et un haut responsable de l'ambassade ont organisé des iftars lors desquels se sont déroulées des discussions avec des responsables, des journalistes, des dirigeants religieux et des représentants de la société civile mauritaniens. L'ambassadeur et d'autres membres du personnel de l'ambassade ont rencontré de hauts dirigeants du parti Tewassoul pour s'entretenir de questions politiques et sociales, notamment la liberté de religion.